

La qualité est plus importante que les coûts

La qualité du système de santé suisse est indiscutable. C'est ce que veut la population, dont 85% considère que la qualité de la prise en charge médicale est primordiale. Cette exigence fait partie de la prospérité de notre pays. Jamais les habitants n'avaient disposé d'autant de mètres carrés de logement. Jamais ils n'avaient consommé tant d'énergie. Jamais leur mobilité n'avait été aussi grande. Jamais non plus les Suissesses et les Suisses n'avaient vécu aussi longtemps, puisque l'espérance de vie moyenne est de 81 ans. Nous pouvons, en outre, profiter de notre vieillesse en bonne santé. Au cours des 25 dernières années, les hommes ont gagné 5 années de vie sans handicap, les femmes 5,3. Cette évolution est directement liée au haut niveau de prise en charge médicale qui prévaut en Suisse.



Thomas B. Cueni
Secrétaire général,
directeur d'Interpharma,
Bâle

Cette qualité très appréciée selon toutes les enquêtes d'opinion a son prix. Et là, on doit constater un fossé étonnant entre l'opinion publique selon les politiques et les médias et l'opinion publique qui ressort des sondages: politiciens et médias discutent presque uniquement des coûts de l'assurance-maladie, alors que la population met clairement au premier plan la qualité de la prise en charge, la liberté de choix du patient, la liberté thérapeutique pour le personnel médical et l'accès rapide pour tous aux médicaments. C'est ce que montrent les données relevées chaque année dans le cadre du Moniteur de la santé de gfs.berne.

Un système insuffisamment axé sur les résultats

Il est bien évidemment important que la prise en charge médicale soit assurée au meilleur prix. Dans ce sens, la question reste: que peut-on faire pour conserver ou améliorer la qualité? Pour y répondre, on a besoin d'améliorer la qualité du débat qui réunit tous les protagonistes du système de santé. Elizabeth Teisberg, économiste américaine de renom, a proposé pour la Suisse des réformes plus fortement axées sur les résultats mesurables – et donc comparables – en matière de traitement. Elle a conseillé de se concentrer sur l'utilité pour les patients plutôt que sur les coûts.

De fait, notre système est insuffisamment orienté sur les résultats. Les données chiffrées sur la qualité des traitements font largement défaut. En comparaison internationale, des paramètres approximatifs tels que l'espérance de vie ou l'augmentation des années de vie en bonne santé nous placent en bonne position, mais pour ce qui est de la mesure de la qualité – qui serait décisive par exemple pour l'introduction des forfaits par cas (DRG) à l'hôpital –, nous naviguons à l'aveuglette. Les écarts régionaux dans le traitement du cancer du sein par rapport aux directives internationales (récemment critiqués dans une étude) sont tout autant surprenants que le fait qu'une telle étude ne contienne pas de données sur le rapport entre le traitement et le taux de survie des patientes. Bien souvent, on argumente chez nous par les sentiments et les émotions au lieu de s'en tenir aux faits,

par exemple lorsque des hommes politiques de premier plan dans le domaine de la santé nient les bases factuelles qui étayent le dépistage du cancer du sein, alors qu'un coup d'œil aux statistiques genevoises suffirait à démontrer l'utilité d'une politique de santé publique axée sur la qualité.

Chez nous, le débat de politique de la santé est unilatéral. Ce sont les patients qui en sont les victimes. Le fait de retarder volontairement la mise sur le marché de médicaments novateurs, notamment dans le domaine des traitements anticancéreux, se traduit par l'arbitraire et une médecine à deux vitesses justement là où cela ne devrait pas exister, à savoir pour l'accès aux traitements novateurs. Alors que la France a, par exemple, nettement amélioré ces dernières années l'accès aux médicaments anticancéreux modernes, on s'oriente chez nous vers le modèle de rationnement du National Health Service anglais, qui refuse aux patients un médicament anticancéreux moderne sur deux sous prétexte qu'il est trop cher.

La responsabilité de l'industrie pharmaceutique

Bien sûr, l'industrie pharmaceutique doit assumer ses responsabilités pour que l'on puisse continuer non seulement à financer notre système de santé, mais aussi répondre aux exigences de qualité. Elle y a nettement contribué en acceptant le nouveau programme d'économies du Conseil fédéral.

Ce train de mesures va faire baisser le prix des médicaments originaux en Suisse. Ils seront en moyenne 10% moins chers qu'en Allemagne ou au Danemark. On peut, au demeurant, se demander s'il s'agit là d'un signal positif pour l'industrie pharmaceutique suisse. Cette dernière soutient l'extension des modèles de soins intégrés qui permettent notamment de rationaliser les prescriptions en médicaments. En Suisse, les génériques sont proposés de façon nettement insuffisante; ils sont, du reste, beaucoup trop chers par rapport à l'étranger. L'industrie doit davantage accepter de débattre du rapport coût/utilité des nouveaux traitements.